

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE  
75014 PARIS - FRANCE  
TÉL 325-36-74  
C. C. P. 1248-74 PARIS

D 355 BRESIL: UNE VICTOIRE DES CULTIVATEURS DU DOMAINE  
UNIÃO

En conflit depuis 1974 avec les frères Satoshi, propriétaires du domaine União, à Afonso dans le Mato Grosso, les 200 familles de petits cultivateurs installés là sans titre de propriété viennent, le 27 novembre 1976, d'obtenir une première victoire: l'application d'une décision judiciaire sur la légitimité de leur présence. Pour les 1.200 personnes de ces familles paysannes, c'est un résultat non négligeable même si le conflit est loin d'être réglé.

M. Satoshi Kuroyanagi était délégué du Corps de la paix (Peace Corps) nord-américain depuis avril 1976; à ce titre, il s'occupait des vingt-six jeunes nord-américains travaillant au Mato Grosso à la promotion rurale. A une lettre de l'évêque de Diamantino s'étonnant du fait, l'ambassade nord-américaine de Rio a répondu en octobre 1976 que M. Satoshi ne faisait plus partie du Peace Corps.

Dans ce dossier, nous donnons quelques éléments permettant d'apprécier une affaire se passant dans une région où il y a eu pour cette raison, selon la revue "Visão", quelques 200 morts en deux ans.

(Note DIAL)

1- HISTORIQUE DE L'AFFAIRE (au 27 mai 1976)

Pour le service de la vérité et pour que vous soyez au courant et puissiez ainsi en parler aux autorités compétentes, je vous fais parvenir ce rapport sur les événements qui se sont produits et se produisent au Domaine União, à Afonso, dans la commune d'Arenápolis.

En avril 1974, alors qu'ils étaient rejetés toujours plus loin par l'expansion du latifundium et qu'ils se trouvaient sans possibilité de nourrir convenablement leurs familles, quelques trois cents pères de familles allèrent s'informer auprès des organismes officiels (Institut national de colonisation et de réforme agraire - INCRA, et services du cadastre) sur la légitimité de s'installer dans une partie du Domaine União (de 11.000 alqueires) (1). Ils savaient que seule l'aire dénommée Garças d'une superficie de 4.000 alqueires, avait fait l'objet d'une légalisation. Ils occupèrent donc une partie de la superficie disponible.

En mai suivant, comme des heurts s'étaient produits entre les cultivateurs et de soi-disant propriétaires des terres occupées par les cultivateurs, un groupe de ceux-ci, accompagné du P. Isidoro Schneider, leur curé, vint me trouver pour me demander d'intervenir auprès du propriétaire présumé afin qu'ils puissent acheter les terrains. Le commissaire régional de police arrêta un des paysans et les autres s'enfuirent. Puis, le temps passant, ils revinrent occuper la région.

D 355-1/6 (1) 1 alqueire équivaut à 4 hectares environ (N.d.T.)

J'entrai en contact avec le président de la FAMATO (Fédération des syndicats patronaux). Il me demanda de le représenter dans une tentative de règlement à l'amiable. Par trois fois je rencontrai le coordonnateur des propriétaires et, à la troisième réunion, il s'engagea oralement à vendre une partie du domaine à condition que le règlement en fut assuré par un financement de la Banque du Brésil.

Je me rendis personnellement dans les ministères de l'Agriculture, de l'Intérieur et à l'INCRA à Brasília, et la possibilité d'un tel financement fut approuvée. L'INCRA m'autorisa même à acquérir des titres de co-propriété (2 ou 3) pour le cas où le prix serait trop élevé pour certaines familles.

De retour à Cuiabá, j'informai les sections régionales de la FAMATO, de la FETAGRI (Fédération des travailleurs de l'agriculture) et de l'INCRA des résultats obtenus à Brasília. Une rencontre fut marquée à Afonso, dans la commune d'Arenápolis, pour le début de 1975. La FETAGRI rédigea le rapport de la rencontre. Etaient présentes toutes les autorités des organisations citées ainsi que le propriétaire du domaine, son avocat et quelques deux cents hommes. J'expliquai en détail les démarches faites à Brasília et je demandai aux cultivateurs s'ils étaient d'accord avec la solution proposée. Ils répondirent affirmativement. Vint le tour du propriétaire. M. Satoshi refusa de vendre la partie des terres occupée par les cultivateurs sous prétexte qu'elle était hypothéquée en banque. Il proposa d'autres terres, mais comme celles-ci étaient impropres à la culture, les cultivateurs rejetèrent la proposition.

Pour pouvoir m'intenter un procès, M. Satoshi obtint du commissaire régional de police à Cuiabá, le major Zuzi Alves da Silva, qu'il arrache d'un groupe de paysans, à coups de mensonges et par la peur, une déclaration selon laquelle c'était nous, le P. Isidoro et moi-même, qui avions donné l'ordre d'occuper les terres du Domaine União. Il faut noter qu'il y avait des cultivateurs à cet endroit depuis plus de cinq ans, époque à laquelle je n'étais pas encore évêque. Après avoir réfléchi aux conséquences de leur déclaration, les paysans se rétractèrent devant notaire et dévoilèrent les méthodes malveillantes du commissaire.

Un peu plus tard, toujours en 1975, apparut "un autre propriétaire" qui se présentait comme tel. Il alla jusqu'à vendre des terres et se mit à terroriser les petits cultivateurs. La pression aboutit à ce que des hommes de main de ce "propriétaire" assassinèrent froidement un paysan en visite chez un voisin; ils battirent les cultivateurs les uns après les autres et les blessèrent gravement.

Face à ces attaques, les cultivateurs s'unirent pour se défendre et allèrent jusqu'à tirer à coups de fusil sur une ou deux voitures. Le secrétariat à la sécurité dressa un procès-verbal de la situation après que j'eus conduit à Cuiabá deux des personnes battues pour qu'elles fassent leur déposition. Les autorités prirent les mesures nécessaires et la paix revint. Mais elle ne dura guère.

Le premier propriétaire était décidé à déloger les cultivateurs à tout prix et en employant toutes sortes de menaces. Mais comme les cultivateurs tenaient bon, il changea de tactique: il se mit à louer la région où habitaient les cultivateurs à des "employeurs" (2) afin de leur couper l'herbe sous les pieds. Plusieurs "employeurs" ne purent de fait travailler la terre, car les cultivateurs leur demandaient poliment de ne pas pénétrer dans la zone en litige; ils obtinrent satisfaction. Mé-

D 355-2 (2) Appelé en argot "gato", c'est-à-dire "le chat": employeur marron au service du grand propriétaire (N.D.T.)

contents du résultat, les propriétaires choisirent un "employeur" fermement décidé à planter. A la demande des cultivateurs, il répondit qu'aucun évêque ou curé ou soldat d'Afonso ne pourrait l'empêcher de planter; qu'il supprimerait les cultivateurs les uns après les autres; que leurs femmes allaient devenir veuves; et qu'il n'y avait pas une terre à mettre en valeur qui puisse lui résister. Il barra le chemin d'accès et fit reculer un cultivateur qui s'avançait vers son terrain en lui disant que, s'il insistait, il n'en sortirait pas vivant.

Devant ces menaces de mort, les cultivateurs s'estimèrent en droit de se défendre. Le 27 avril 1976, ils passèrent dans les différentes baraques de logement des journaliers (une cinquantaine de personnes environ) pour leur dire de s'en aller. Dans toutes les baraques leur appel fut entendu. Quand ils arrivèrent dans celle où logeait l'"employeur", celui-ci répondit à coups de fusil. C'est alors que les cultivateurs se mirent aussi à tirer et finirent par le tuer.

Aussitôt qu'il apprit la nouvelle de la mort de l'"employeur" et sans prendre le temps de s'informer davantage, le commissaire Zuzi Alves traita les cultivateurs d'assassins et autres choses du même genre. Il monta une opération de police. Les soldats arrivèrent comme en pays conquis, ligotèrent trois enfants après les avoir maltraités, s'introduisirent dans les maisons en volant, arrêtaient sept cultivateurs et les frappèrent à coups de pied et à coups de poing.

Le frère João Kauling, un jésuite, se rendit dans la région pour son travail pastoral mais sans se douter de rien. Il fut arrêté à son tour. Quand les policiers apprirent qu'il faisait partie de la prélatrice de Diamantino, ils lui firent subir des mauvais traitements et allèrent jusqu'à lui casser une côte. Attachés les uns derrière les autres de façon à ne pas pouvoir circuler librement, ils furent contraints de marcher à pied pendant six heures. Arrêtés le dimanche 9 mai 1976, ils ne reçurent aucune nourriture jusqu'au mardi matin à 10 h, au moment où le religieux et un cultivateur furent remis en liberté. Les six autres sont toujours détenus au secret et à la date d'aujourd'hui, 27 mai, leurs femmes ignorent où ils se trouvent.

J'ai présenté le frère João Kauling aux autorités judiciaires et au gouverneur de l'Etat du Mato Grosso pour qu'il leur fasse un récit des événements. J'ai demandé que soient prises les mesures nécessaires. M. Satoshi affirme que l'évêque a expulsé les cultivateurs du domaine de Piraputangas, dans la commune de Alto Paraguai, et leur a ordonné de s'installer dans le Domaine União.

A Cuiabá, au terme d'une réunion entre le gouverneur, les autorités de l'INCRA et moi-même, un rapport fut rédigé touchant la façon de procéder pour les cultivateurs et le propriétaire du Domaine União: ceux-là ne s'ingéreraient pas dans les travaux du domaine, et celui-ci respecterait les cultivateurs, cela jusqu'à ce que l'INCRA procède à l'examen de la situation et trouve une solution. Le rapport fut lu aux cultivateurs le 17 mai. Tous décidèrent d'attendre calmement.

Le 26 mai 1976, neuf individus emmenèrent entre treize et vingt-cinq cultivateurs dans un lieu inconnu, en prétextant qu'ils recherchaient les assassins de l'"employeur" tué le 27 avril (3). Le climat est très tendu. Je tiens à dire que la prélatrice, par mon intermédiaire comme par le P. Isidoro, a toujours cherché à éviter la violence chez les paysans.

Le 27 mai 1976, Henrique Froelich, évêque de Diamantino

(3) Les trente-six cultivateurs arrêtés furent remis en liberté le 6 août 1976 (N.d.T.)

## 2- UNE VICTOIRE TEMPORAIRE (28 novembre 1976)

### COMMUNIQUE DE LA COMMISSION PASTORALE DE LA TERRE DE DIAMANTINO

Tôt ou tard, la vérité se manifeste et s'impose. La presse nationale et internationale suit depuis longtemps les événements qui ont trait au conflit du Domaine União, à Afonso, dans la commune d'Arenópolis (Mato Grosso).

Jusqu'à maintenant il semblait que l'avantage se trouvait toujours du côté du plus fort, même quand la justice s'était prononcée en faveur des petits cultivateurs de la région; le vieux dicton reste vrai: "Pauvre n'a pas place au soleil". Ces jours-ci, pourtant, le vent de l'histoire commence à tourner du côté de la vérité.

#### Les précédents

Du temps des deux derniers commissaires régionaux de police de Rosário-Oeste, Benedito Bruno de Almeida (muté par le colonel Madeira Évora à la suite des actes arbitraires qu'il avait pratiqués - cf. O Estado de São Paulo du 25/6/76) et Celtio Fabiano Ferreira Dias, les petits cultivateurs étaient toujours bernés malgré l'évidence des faits. A plusieurs reprises, la Police fédérale s'est rendue sur les lieux du conflit pour vérifier l'exactitude des plaintes déposées par les paysans par l'intermédiaire de leur avocat, Me João Guarino; puis elle repartait en laissant les cultivateurs à leur déception et à leur incrédulité grandissante devant la justice; ou bien elle aidait les hommes de main en allant jusqu'à leur restituer les armes qui avaient été saisies, et en faisant mine de ne rien voir.

Pendant ce temps-là, le terrain d'aviation du domaine était toujours en place; une clôture continuait de passer à travers les terrains et les cultures des petits cultivateurs; les entrées de certaines habitations étaient fermées avec du fil de fer barbelé; etc.

La décision préliminaire de maintien de la propriété, signée le 22 septembre 1976 par le juge Crescentino Sisti, du tribunal de Diamantino, a été considérée par les administrateurs du domaine comme "un torchon de papier" sans aucune valeur. Bien des choses ont été faites sans tenir compte de cet ordre judiciaire, comme si de rien n'était. Et les cultivateurs étaient si euphoriques quand ils avaient eu entre les mains la photocopie de cette décision grâce à leur avocat!...

#### Les derniers événements

Le mois de novembre a été une déception pour les petits cultivateurs. Les administrateurs et leurs hommes de main étaient bien décidés à avoir leurs adversaires à l'épuisement. Ils se faisaient à la fois menaçants et cherchaient à enjôler les paysans de toutes les manières possibles:

- Ils leur conseillaient de s'en aller bien avant les élections (4) car ils pourraient alors toucher une "indemnisation" (3.000 cruzeiros et, pour certains, 5.000) en signant l'acte de désistement dans le bureau de l'avocat du domaine à Cuiabá. Ceux qui s'entêteraient à rester après le 15 novembre s'en iraient par la force, dans un cercueil si nécessaire, les enfants compris;
- La décision préliminaire de maintien de la propriété serait annulée par le juge et les photocopies ramassées;
- Ils interdisaient aux petits cultivateurs d'arracher l'herbe qui

### La clôture est démolie. Enfin la vérité!

Après bien des péripéties, la voiture du secrétariat à la Sécurité étant d'abord tombée en panne puis ayant été empêchée de continuer le voyage à cause d'un arbre en travers de la route, les renforts de police arrivaient dans la région des petits cultivateurs en fin d'après-midi du samedi 27 novembre. Ils avaient fait six kilomètres à pied sous la pluie. La nouvelle se répandit aussitôt, et tous les hommes furent convoqués pour venir démolir la clôture dressée à travers champs.

Les cultivateurs avaient eu une première déception. L'arrivée des policiers était prévue pour la matinée du 27. Plus d'une centaine d'hommes avaient attendu toute la journée. En fin d'après-midi, ils avaient commencé à se disperser en pensant qu'il s'agissait d'une belle promesse supplémentaire non tenue.

Mais le dimanche 28 novembre commença très tôt. Dès 5 h il y avait déjà là près de quatre-vingt hommes avec des haches et des machettes, attendant les ordres. Protégés par le commissaire Dalton Diogo de Faria, deux inspecteurs, quatre policiers et l'officier de justice de Diamantino, M. Benedito Rodrigues Fontes, ils partirent pour la démolition de la clôture. En quelques huit heures de travail, ils abattirent près de seize kilomètres de clôture en fil de fer barbelé. Ils sectionnaient le barbelé à la hache, arrachaient les pieux et les jetaient par terre. Vers 15 h, le travail était terminé.

A la fin arrivèrent en direction des cultivateurs et des policiers, dans trois voitures, le propriétaire Satoshi Kuroyanagi, l'administrateur Oscar Correia Barbosa, l'ancien sergent Cirilo dos Santos et six autres personnes.

Dès son arrivée, l'administrateur Oscar déclara: "Maintenant, la bombe va éclater". A quoi le commissaire répondit: "J'exécute les ordres". Satoshi s'approcha d'Oscar en lui disant: "Du calme, Oscar, du calme!" Oscar ramassa un bout de barbelé et le lança dans la camionnette en disant: "Il va atterrir dans l'assiette de certains".

Satoshi demanda à voir l'ordre écrit du juge. Ils allèrent le chercher dans la maison du cultivateur où les policiers avaient passé la nuit. Cela prit du temps jusqu'à ce que l'officier de justice et Cirilo reviennent avec le mandat. Pendant ce temps, l'administrateur Oscar prit soin d'injurier le frère João Kauling en le traitant de crétin et de principal responsable de tout ce qui arrivait. Il s'adressa ensuite à l'un des hommes de main qui se trouvait là: "Tu vois ce type-là (Le frère João), rappelle-toi bien sa tête!" Les cultivateurs réagirent aux insultes et aux menaces; ils voulaient que le frère João exige d'Oscar qu'il répète ce qu'il venait de dire. Comme le religieux s'y refusait, en prétendant que cela n'avancait à rien de discuter à un moment pareil, les cultivateurs lui demandèrent de prévenir au moins le commissaire régional de cette menace.

Après avoir lu le mandat, Satoshi Kuroyanagi et ses gens se retirèrent en direction de la maison du propriétaire après avoir reçu l'ordre de retirer le bétail de la région avant le lundi 29 novembre.

### L'affaire n'est pas terminée

Pour le moment, les petits cultivateurs ont peur des représailles éventuelles par les hommes de main. Avec le commissaire Dalton, ils ont conseillé au frère João de ne pas rester dans la région, au moins tem-

porairement, à cause des menaces dont il a été l'objet.

Aujourd'hui 1er décembre, les cultivateurs sont revenus à Diamantino pour voir Me Guarino et lui dire que, hier matin, le bétail qui avait été rassemblé dans le ranch pour être remmené, venait d'être de nouveau lâché et qu'il recommençait à envahir les champs des cultivateurs.

Diamantino, le 1er décembre 1976  
La Commission pastorale de la terre de la prélatrice  
de Diamantino (Mato Grosso)

### 3- INTERROGATOIRE DE PAYSANS DU DOMAINE UNIÃO (16 septembre 1976)

Le 16 septembre 1976, José Pego da Cruz était, en compagnie de João Francisco da Silva, un autre cultivateur, intimé à comparaître devant le commissaire régional de police, Celso Fabiano Ferreira Dias, dans les locaux du commissariat de Rosário-Oeste. José Pego avait signé une lettre dans laquelle les paysans du Domaine União déclaraient que le commandant de la Sécurité publique de Cuiabá avait reçu en cadeau un territoire de 1.000 alqueires (voir note 1) pour mettre dehors les petits cultivateurs de la région. José Pego fait le récit de sa déposition suite à cette accusation.

"Le commissaire a rappelé que je devais dire toute la vérité car je faisais une déposition devant une haute autorité et qu'un commandant ça ne rigole pas. Ensuite, il déclara:

Commissaire - Tu sais si le commandant a des terres là-bas?

Zé Pego - J'en sais rien.

Commissaire - Dans ta lettre tu disais que tu le savais.

Zé Pego - J'en savais rien. Je savais seulement qu'Oscar Correia Barbosa (l'administrateur du Domaine União) avait dit qu'il (le commandant) possédait 1.000 alqueires.

Commissaire - Ça ne m'intéresse pas ce qu'Oscar a dit. Ce qui m'intéresse, c'est de savoir si tu étais vraiment au courant.

Zé Pego - J'en sais rien. Ce que je sais, c'est qu'Oscar a affirmé que le commandant avait des terres là-bas.

Commissaire - Qui c'est qui t'a poussé à écrire la lettre?

Zé Pego - Personne. C'est de nous-mêmes, parce qu'on est opprimés, qu'on a écrit la lettre, pour légaliser les affaires.

Commissaire - Ça ne m'intéresse pas que tu sois opprimé. Ce qui m'intéresse c'est de savoir si quelqu'un t'a poussé. T'as été avec le P. Isidoro ces jours-ci?

Zé Pego - Non. Y a longtemps que je l'ai pas vu.

A ce moment le policier Athayde (celui a fait éclater le tympan du cultivateur Severino au moment de son arrestation) est entré pour dire qu'Oscar n'avait pas l'habitude d'aller chez les cultivateurs et que donc Zé Pego mentait.

Commissaire - Où est-ce que c'est qu'Oscar t'a dit ça?

Zé Pego - Sur la porte de la maison de Simão Barroso.

Commissaire - Quand ça?

Zé Pego - Je me rappelle plus très bien. C'était l'année dernière. Il a encore dit que ceux qui n'avaient pas de contrat avec le domaine n'avaient plus qu'à s'en aller parce que le commandant avait 1.000 alqueires de terres et qu'il pouvait faire partir tous les gens."

Puis José Pego a signé sa déposition sans la lire. Le greffier ne l'a pas lue à haute voix pour que José Pego sache ce qu'il allait signer.

(Traduction DIAL)

Abonnement: France 150F - Etranger 175F (avion: tarif spécial)  
Directeur de la publication: Charles ANTOINE  
Imprimerie: 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris  
Commission paritaire de presse: n° 56249